

§ 2. Cette hypothèque ne peut être précédée en rang que par les inscriptions hypothécaires :

1° prises d'office en garantie du paiement du prix de vente;

2° prises en garantie des prêts en principal, intérêts et accessoires, majorés de la prime unique d'assurance-vie et des frais éventuels de mise à exécution, lorsque ces prêts ont pour objet :

- a) le paiement du prix de vente;
- b) le paiement de travaux d'agrandissement et de transformation reconnus nécessaires par l'Administration de la Famille et du Logement, compte tenu notamment de la composition de la famille.

§ 3. Le Ministre ayant le logement dans ses attributions ou le fonctionnaire qu'il délègue à cette fin, donne mainlevée, avec ou sans paiement, des inscriptions hypothécaires prises au profit de l'Etat en exécution du présent arrêté.

Il peut, dans les mêmes conditions, accorder éventuellement cession de rang au profit de créances relatives à une des opérations reprises ci-avant.

Art. 28. La liquidation des sommes dues par l'Etat en exécution du présent arrêté est prescrite par arrêté ministériel.

Art. 29. Les sommes représentatives de primes ou fractions de primes à rembourser à l'Etat, de même que les intérêts y relatifs, sont à verser au Fonds National du Logement inscrit au budget des recettes et des dépenses pour ordre.

Art. 30. L'arrêté royal du 21 décembre 1964 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes d'encouragement à l'achat d'habitations construites ou à construire pour compte :

- a) de sociétés agréées par la Société Nationale du Logement;
- b) de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne ou de ses sociétés agréées;
- c) de communes ou de commissions d'assistance publique, modifié par les arrêtés royaux des 16 septembre 1966 et 12 janvier 1967, est abrogé.

Art. 31. Notre Ministre de la Famille et du Logement et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bormes, le 10 août 1967.

§ 2. Deze hypotheek mag in rang slechts worden voorafgegaan door de hypothecaire inschrijvingen :

1° ambtshalve genomen tot zekerheid van de betaling van de verkoopprijs;

2° genomen tot zekerheid van de hoofdsom, intresten en toebchoren van de leningen, vermeerderd met de enige levensverzekeringspremie en met de eventuele onkosten voor tenuitvoerlegging wanneer die leningen bestemd zijn voor :

- a) de betaling van de verkoopprijs;
- b) de betaling van de vergrotings- en verbouwingswerken die, inzonderheid met inachtneming van de samenstelling van het gezin, door het Bestuur van het Gezin en van de Huisvesting als noodzakelijk werden beschouwd.

§ 3. De Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort of de door hem te dien einde gedelegeerde ambtenaar verleent handlichting, met of zonder betaling, van de hypothecaire inschrijvingen die ten bate van de Staat werden genomen ter uitvoering van dit besluit.

Hij kan, onder dezelfde voorwaarden, eventueel rangafstand toestaan ten voordele van de schuldvorderingen die op één van de hiervoren vermelde verrichtingen betrekking hebben.

Art. 28. Het bevel tot betaling van de sommen die door de Staat verschuldigd zijn ter uitvoering van dit besluit, wordt gegeven bij ministerieel besluit.

Art. 29. Het bedrag van de aan de Staat terug te betalen premies of premieschijven, evenals de erbij behorende intresten, dienen gestort te worden ten voordele van het Nationaal Fonds voor de Huisvesting ingeschreven op de begroting van ontvangsten en uitgaven voor orde.

Art. 30. Het koninklijk besluit van 21 december 1964 houdende vaststelling van de voorwaarden gesteld tot het verlenen van aanmoedigingspremies voor het aankopen van woningen die gebouwd werden of zullen gebouwd worden voor rekening :

- a) van vennootschappen erkend door de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting,
- b) van de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom of van de door haar erkende vennootschappen,
- c) van gemeenten of van commissies van openbare onderstand, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 16 september 1966 en 12 januari 1967, wordt opgeheven.

Art. 31. Onze Minister van het Gezin en van de Huisvesting en Onze Minister van Financiën zijn belast, ieder wat hem betreft, met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Bormes, 10 augustus 1967.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Famille et du Logement,

Van Koningswege :
De Minister van het Gezin en van de Huisvesting,

M. DE RIEMAECKER-LEGOT

Pour le Ministre des Finances, absent :
Le Ministre de la Défense nationale,

Voor de Minister van Financiën, afwezig :
De Minister van Landsverdediging,

CH. POSWICK

10 AOUT 1967. — Arrêté royal instituant des mesures d'encouragement à l'assainissement de logements insalubres améliorables

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1953 réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin la Société Nationale du Logement et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne à entendre l'objet de leur activité, modifiée par la loi du 27 juin 1956, notamment les articles 12 et 13;

Vu la loi du 29 mai 1948 portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations sociales et à l'acquisition de petites propriétés terriennes, modifiée par les lois des 20 mars 1951, 27 juin 1956, 28 décembre 1964 et 24 mars 1967;

10 AUGUSTUS 1967. — Koninklijk besluit houdende maatregelen waarbij de sanering van verbeterbare ongezonde woningen wordt aangemoedigd

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1953 houdende een nieuwe regeling inzake krotopruijing en waarbij de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom ertoe gemachtigd worden het voorwerp hunner bedrijvigheid uit te breiden, gewijzigd bij de wet van 27 juni 1956, inzonderheid op de artikelen 12 en 13;

Gelet op de wet van 29 mei 1948 houdende bijzondere bepalingen tot aanmoediging van het privaot initiatief bij het oprichten van volkswoningen en het kopen van kleine landeigendommen, gewijzigd bij de wetten van 20 maart 1951, 27 juni 1956, 28 december 1964 en 24 maart 1967;

Vu la loi du 15 avril 1949 instituant un Fonds National du Logement, notamment l'article 1er, 5°;

Vu l'arrêté royal du 10 août 1967 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée, d'habitations sociales et de petites propriétés terriennes, notamment l'article 6;

Vu l'accord de Notre Vice-Premier Ministre et Ministre du Budget, donné le 7 août 1967;

Vu la loi du 23 décembre 1946 portant création d'un Conseil d'Etat, notamment l'article 2, alinéa 2;

Vu l'urgence;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Famille et du Logement.

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1er. En faveur de propriétaires qui assainissent leur logement insalubre, il est institué deux régimes non cumulatifs, dénommés respectivement « régime de la prime d'assainissement » et « régime du prêt d'assainissement garanti et de la prime fractionnée ».

Dans la limite des crédits inscrits à cette fin au budget en faveur du Fonds National du Logement, les avantages assurés par chacun des régimes sont octroyés aux conditions fixées par le présent arrêté.

CHAPITRE I. — Conditions générales.

Art. 2. La demande en vue d'obtenir les avantages visés à l'article 1er ne peut, sous peine de nullité, être introduite que sous pli recommandé et n'avoir trait qu'aux travaux d'assainissement à exécuter au logement, à l'exclusion des pièces destinées à l'exercice d'un commerce ou d'une profession.

Art. 3. § 1. Le propriétaire ou, s'il y a indivision, un des copropriétaires doit, à la date de l'introduction de la demande, occuper le logement à assainir.

Celui-ci doit souscrire, ainsi que son conjoint, les engagements suivants qu'ils doivent observer pendant une période ininterrompue de cinq années, prenant cours à la date de l'arrêté ministériel octroyant la prime :

a) occuper eux-mêmes l'habitation assainie, ne pas la donner en location en tout ou en partie et ne pas procéder à son aliénation;

b) ne pas y exercer un commerce ou une profession dans une ou plusieurs pièces ayant une superficie de plus de 30 m²;

c) consentir à la visite de l'habitation par les délégués du Ministre ayant le logement dans ses attributions, chargés de constater sur place si les conditions fixées par le présent arrêté sont remplies;

d) consentir, en cas de manquement à l'un ou l'autre des engagements repris ci-dessus, au recouvrement de la prime, majorée, pour la durée du manquement, des intérêts simples à 4,50 p.c. l'an.

L'engagement repris *sub littera a)* cesse de plein droit en cas de décès du bénéficiaire ou de son conjoint.

§ 2. Le propriétaire ou, le cas échéant, les propriétaires indivisaires doivent, chacun en ce qui le concerne, satisfaire aux conditions de revenus prévues par l'arrêté royal du 10 août 1967 déterminant les conditions mises à l'octroi de primes à fonds perdus à la construction, par l'initiative privée, d'habitations sociales et de petites propriétés terriennes.

§ 3. Le propriétaire ou copropriétaire occupant, ni son conjoint, ne peut avoir la pleine propriété ou l'usufruit entier d'un autre logement, à moins qu'il ne s'agisse d'un logement inoccupé déclaré inhabitable par un arrêté du bourgmestre ou par le Roi.

Art. 4. § 1. Le logement à assainir doit être reconnu par le Ministre ayant le logement dans ses attributions comme étant insalubre par nature mais améliorable ou insalubre par surpeuplement.

Le Ministre se prononce sur avis soit du Comité Régional du Logement créé en vertu de l'arrêté royal du 6 mai 1958 instituant les comités régionaux du logement, modifié par l'arrêté royal du 19 juin 1959, soit de toute personne désignée à cette fin par le Ministre.

Gelet op de wet van 15 april 1949 houdende instelling van een Nationaal Fonds voor de Huisvesting, inzonderheid artikel 1, 5°;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 houdende vaststelling van de voorwaarden gesteld tot het verlenen van premies om niet voor het bouwen, door het privaat initiatief, van volkswoningen en kleine landeigendommen, inzonderheid artikel 6;

Gelet op het akkoord van Onze Vice-Eerste Minister en Minister van Begroting, gegeven op 7 augustus 1967;

Gelet op de wet van 23 december 1946 houdende instelling van een Raad van State, inzonderheid artikel 2, tweede lid;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Op de voordracht van Onze Minister van het Gezin en van de Huisvesting,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Ten voordele van de eigenaars die hun ongezone woning saneren, worden twee niet-cumulatieve stelsels opgericht, respectievelijk « stelsel van de saneringspremie » en « stelsel van de gewaarborgde saneringslening en van de gespreide premie » genaamd.

Binnen de perken van de daartoe op de begroting ten behoeve van het Nationaal Fonds voor de Huisvesting uitgetrokken kredieten, worden de aan ieder van deze stelsels verbonden voordelen toegekend onder de bij dit besluit vastgestelde voorwaarden.

HOOFDSTUK I. — Algemene voorwaarden

Art. 2. De aanvraag tot het bekomen van de bij artikel 1 bedoelde voordelen mag, op straffe van nietigheid, slechts worden ingediend per aangetekende zending en betrekking hebben op saneringswerken uit te voeren aan de woning, met uitsluiting van de vertrekken bestemd voor de uitoefening van een handel of van een beroep.

Art. 3, § 1. De eigenaar of, ingeval er onverdeeldheid is, één van de medeëigenaars, moet, op de datum van het indienen van de aanvraag, de te saneren woning betrekken.

Hij moet, evenals zijn echtgenoot, de volgende verbintenissen onderschrijven en ze naleven gedurende een ononderbroken periode van vijf jaar, die ingaat op de datum van het ministerieel besluit waarbij hem de premie wordt toegekend :

a) de gesaneerde woning zelf bewonen, ze noch geheel noch gedeeltelijk verhuren en ze niet vervreemden;

b) erin geen handel of geen beroep uitoefenen in één of meer vertrekken met een totale oppervlakte van meer dan 30 m²;

c) het bezoek van de woning toelaten aan de afgevaardigden van de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort, ermee belast ter plaatse vast te stellen of aan de bij dit besluit gestelde voorwaarden wordt voldaan;

d) in geval van niet-nakoming van één of meer van de hierboven vermelde verbintenissen, instemmen met de invordering van de premie, verhoogd voor de duur van de niet-nakoming, met de gewone intrest tegen 4,50 % 's jaars.

De onder littera a) vermelde verbintenis vervalt van ambtsweg in geval van overlijden van de begunstigde of van zijn echtgenoot.

§ 2. De eigenaar of, in voorkomend geval, de gemeenschappelijke eigenaars moeten, ieder wat hem betreft, de met betrekking tot het inkomen gestelde voorwaarden vervullen waarvan sprake in het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 houdende vaststelling van de voorwaarden gesteld tot het verlenen van premies om niet voor de aanbouw, door het privaat initiatief, van volkswoningen en kleine landeigendommen.

§ 3. De eigenaar of de medeëigenaar, die de te saneren woning betreft, noch zijn echtgenoot, mag de volle eigendom of het volledig vruchtgebruik van een andere woning hebben, tenzij het een leegstaande woning betreft, die hij besluit van de burgemeester of door de Koning onbewoonbaar is verklaard.

Art. 4. § 1. De te saneren woning moet door de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort, worden erkend als ongezond uiteraard maar vatbaar voor verbetering of als ongezond wegens overbevolking.

De Minister spreekt zich uit na advies ofwel van het Gewestelijk Comité voor de Huisvesting, opgericht krachtens het koninklijk besluit van 6 mei 1958 tot instelling van de gewestelijke comités voor de huisvesting, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 19 juni 1959, ofwel van de door de Minister daartoe aangestelde persoon.

§ 2. Les travaux d'assainissement doivent être jugés par le Ministre ayant le logement dans ses attributions, sur avis du Comité ou de la personne visée au § 1, comme étant susceptible de remédier aux causes d'insalubrité constatées.

Les travaux d'assainissement doivent être estimés à un montant minimum de 40 000 F.

L'équipement d'une salle de bain n'est toutefois prise en compte qu'à concurrence de 10 000 F au maximum.

Ces montants sont susceptibles d'être revus par arrêté ministériel.

L'estimation du coût des travaux d'assainissement est faite par l'Administration de la Famille et du Logement sur base :

1° du devis détaillé fourni par le demandeur;

2° de l'avis soit du Comité ou de la personne visée au § 1, soit de la Caisse Générale d'Épargne et de Retraite, de la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne, de leurs sociétés agréées, du Fonds du Logement de la Ligue des Familles nombreuses de Belgique, et de tout autre organisme de crédit agréé en vertu de l'arrêté royal du 10 août 1967 fixant les conditions d'agrément des organismes de crédit désireux de bénéficier de la garantie de bonne fin de l'Etat instituée en vertu de la loi du 29 mai 1948 portant des dispositions particulières en vue d'encourager l'initiative privée à la construction d'habitations sociales et à l'acquisition de petites propriétés terriennes, modifiée par les lois des 20 mars 1951, 27 juin 1956, 28 décembre 1964 et 24 mars 1967.

Art. 5. Sous peine de déchéance du droit aux avantages conférés par le présent arrêté, les travaux d'assainissement :

a) ne peuvent être entamés avant la visite sur place du Comité ou de la personne visée à l'article 4, § 1;

b) doivent être exécutés entièrement dans un délai de deux ans, à partir de la notification visée à l'article 8 du présent arrêté, et pour un montant au moins égal à celui qui est prévu à l'article 4, § 2, alinéa 2.

Une attestation portant sur la réalisation effective des travaux d'assainissement et établie sur le vu des factures y relatives doit être délivrée par la personne ou l'un des organismes visés à l'article 4, § 2, 2°.

Ne donnent pas lieu à l'attribution de ces avantages, les travaux pour lesquels la prime prévue par l'arrêté royal du 10 août 1967 visé à l'article 3, § 2, a été octroyée.

CHAPITRE II. — Régime de la prime d'assainissement.

Art. 6. Une prime d'assainissement est accordée selon les modalités particulières visées ci-après.

Art. 7. Le montant de la prime est fixé à 25 p.c. du coût estimé des travaux donnant lieu à l'octroi des avantages prévus au présent arrêté.

Ce montant est augmenté de 10 p.c. pour chacun des enfants à charge, du propriétaire ou du copropriétaire occupant le logement à la date de l'introduction de la demande ainsi que pour l'enfant né dans les 300 jours de cette date.

Toutefois, la prime ainsi calculée ne peut excéder la somme de 15 000 F majorée de 10 p.c. pour chacun des enfants visés ci-dessus.

Art. 8. § 1. L'Administration de la Famille et du Logement notifie au demandeur la suite réservée à sa demande.

Le montant définitif de la prime est fixé sur base de l'estimation du coût des travaux effectivement réalisés, faite par l'Administration de la Famille et du Logement, compte tenu des éléments fournis par l'attestation, visée à l'article 5.

§ 2. La prime est versée au demandeur ou, s'il y a indivision, à un des copropriétaires désigné par eux.

CHAPITRE III. — Régime du prêt d'assainissement garanti et de la prime fractionnée.

Art. 9. Les avantages cumulés repris aux sections 1 et 2 du présent chapitre sont accordés selon les modalités particulières suivantes.

§ 2. De saneringswerken moeten door de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort, na advies van het Comité of van de persoon waarvan sprake onder § 1, van die aard bevonden worden dat de vastgestelde oorzaken van de ongezonde toestand erdoor kunnen weggenomen worden.

De saneringswerken dienen op ten minste 40 000 F te worden geraamd.

De uitrusting van een badkamer wordt nochtans, maar ten belope van maximum 10 000 F in aanmerking genomen.

Deze bedragen kunnen bij ministerieel besluit worden herzien.

De kostprijs van de saneringswerken wordt geraamd door het Bestuur van het Gezin en van de Huisvesting op basis van :

1° een door de aanvrager ingediend gedetailleerd bestek;

2° het advies ofwel van het Comité of door de persoon bedoeld bij § 1, ofwel van de Algemene Spaar- en Lijfrentekas, de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom, hun erkende vennootschappen, het Woningfonds van de Bond der Kroostrijke Gezinnen van België, en van ieder ander kredietorganisme erkend krachtens het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 tot vaststelling van de voorwaarden tot erkenning van de kredietinstellingen die de staatswaarborg voor goede afloop wensen te genieten, ingesteld krachtens de wet van 29 mei 1948 houdende bijzondere bepalingen tot aanmoediging van het privaat initiatief bij het oprichten van volkswoningen en het kopen van kleine landeigendommen, gewijzigd door de wetten van 20 maart 1951, 27 juni 1956, 28 december 1964 en 24 maart 1967.

Art. 5. Op straffe van verval van het recht op de voordelen toegekend bij dit besluit :

a) mogen de saneringswerken niet worden aangevat vóór het bezoek ter plaatse van het Comité of van de persoon bedoeld bij artikel 4, § 1;

b) moeten die werken volledig worden uitgevoerd binnen een termijn van twee jaar na de datum van de kennisgeving, bedoeld bij artikel 8 van dit besluit, en voor een bedrag dat ten minste gelijk is aan dat bepaald bij artikel 4, § 2, tweede lid.

De persoon of één van de instellingen waarvan sprake in artikel 4, § 2, 2°, moet een verklaring betreffende de werkelijke uitvoering van de saneringswerken afgeven, opgemaakt na inzage van de desbetreffende rekeningen.

De werken wavoor de premie werd toegekend, bedoeld in het in artikel 3, § 2, vermeld koninklijk besluit van 10 augustus 1967 geven geen aanleiding tot het verlenen van deze voordelen.

HOOFDSTUK II. — Stelsel van de saneringspremie.

Art. 6. Er wordt een saneringspremie toegekend volgens de hierna vermelde bijzondere modaliteiten.

Art. 7. Het bedrag van de premie wordt vastgesteld op 25 pct. van de geraamde kostprijs van de werken waarvoor de bij dit besluit bepaalde voordelen worden verleend.

Dit bedrag wordt verhoogd met 10 pct. voor ieder der kinderen ten laste van de eigenaar of van de medeëigenaar die de woning op de datum van de aanvraag betreft, evenals voor het kind geboren binnen de 300 dagen vanaf deze datum.

De aldus berekende premie mag nochtans niet meer bedragen dan 15 000 F, vermeerderd met 10 pct. voor ieder van de hiervoren bedoelde kinderen.

Art. 8. § 1. Het Bestuur van het Gezin en van de Huisvesting stelt de aanvrager in kennis van het gevolg dat aan zijn aanvraag werd gegeven.

Het definitieve bedrag van de premie wordt vastgesteld op grond van de raming van de kostprijs der werkelijk uitgevoerde werken, dewelke door het Bestuur van het Gezin en van de Huisvesting gemaakt werd met inachtname van de elementen, verstrekt bij de verklaring bedoeld in artikel 5.

§ 2. De premie wordt gestort aan de aanvrager of, in geval van onverdeeldheid, aan één van de medeëigenaars, door hen aangeduid.

HOOFDSTUK III. — Stelsel van de gewaarborgde saneringslening en van de gespreide premie.

Art. 9. De gecumuleerde voordelen, die in de afdelingen 1 en 2 van dit hoofdstuk zijn vermeld, worden volgens de hiernavolgende bijzondere modaliteiten toegekend.

Section 1. — Garantie de bonne fin.

Art. 10. L'Etat garantit le remboursement en principal, intérêts et accessoires, des prêts hypothécaires pour assainissement, remboursables par fractions périodiques et accordés en faveur du demandeur par un des organismes visés à l'article 1er de l'arrêté royal du 10 août 1967 organisant l'octroi de la garantie de l'Etat quant au remboursement des prêts hypothécaires, consentis pour l'achat ou la construction d'habitations sociales, de petites propriétés terriennes ou d'habitations y assimilées.

Par prêts à l'assainissement il faut entendre les prêts ou partie des prêts correspondant au coût estimé des travaux d'assainissement visés à l'article 4, § 2.

Ces prêts ne peuvent être consentis à un taux d'intérêt maximum net supérieur à celui fixé pour les prêts complémentaires par l'article 1er, 2°, de l'arrêté royal du 10 août 1967 visé à l'article 4, § 2, 2°.

Art. 11. La garantie de bonne fin est attachée à la partie du prêt pour assainissement comprise entre :

— d'une part, 70 p.c. de la valeur estimée du bien après l'assainissement;

— d'autre part, 90 p.c. du coût estimé des travaux d'assainissement, majorés, s'il y a lieu, du solde restant dû, à la date de l'introduction de la demande, sur les emprunts garantis par une inscription hypothécaire grevant le bien.

Le solde restant dû n'est toutefois pris en considération que pour un montant maximum de 70 p.c. de la valeur estimée du bien avant l'assainissement.

La quotité de 90 p.c. est majorée de 1 p.c. par enfant à charge, sans que la majoration puisse excéder 5 p.c.

Toutefois, la partie du prêt couverte par la garantie ne peut excéder 175 000 F à majorer de 10 p.c. par enfant à charge du propriétaire ou du copropriétaire occupant le logement à la date de l'introduction de la demande.

L'estimation de la valeur du bien après l'assainissement est établie sur base d'un rapport remis par la personne ou par l'un des organismes visés à l'article 4, § 2, 2°.

Art. 12. L'Administration de la Famille et du Logement informe le demandeur et le prêteur de la somme qui jouirait de la garantie de bonne fin dans l'hypothèse où les travaux envisagés seraient exécutés conformément aux conditions prévues à l'article 5, b).

Art. 13. Après avoir reçu l'attestation dont il est question à l'article 5, l'Administration de la Famille et du Logement statue sur l'octroi de la garantie de bonne fin et notifie la décision au prêteur.

Art. 14. Les sommes dues au titre de la garantie de bonne fin sont liquidées sur production par le prêteur du décompte de la perte subie.

Section 2. — Prime d'assainissement fractionnée.

Art. 15. La prime fractionnée consiste en 10 interventions annuelles dont le montant total est égal à la prime d'assainissement visée au chapitre II et à laquelle le demandeur aurait pu prétendre.

Les interventions sont de 15 p.c. pour chacune des cinq premières années et de 5 p.c. pour chacune des suivantes.

L'Administration de la Famille et du Logement informe le demandeur du montant de la prime qui lui serait allouée en cas d'exécution des travaux envisagés.

Les interventions annuelles sont versées au bénéficiaire ou, à sa demande, au prêteur, pour être portées au crédit de son compte.

Dispositions communes aux deux régimes.

Art. 16. La demande en vue d'obtenir les avantages prévus par l'un des régimes est introduite sous pli recommandé par le propriétaire ou, s'il y a indivision, par tous les copropriétaires auprès de l'Administration de la Famille et du Logement sur le formulaire ad hoc.

La date de la demande est, au sens du présent arrêté, la date apposée par la Poste sur le pli recommandé.

Afdeling 1. — Waarborg voor goede afloop.

Art. 10. De Staat waarborgt de aflossing van de hoofdsom, de intresten en bijkomende kosten der hypotheecaire saneringsleningen die bij wijze van periodieke tranches dienen terugbetaald te worden en ten gunste van de aanvrager werden toegekend door één van de instellingen, bedoeld bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 tot regeling van het verlenen van de staatswaarborg op de terugbetaling van de hypotheecaire leningen, die toegestaan worden voor het aankopen of voor het bouwen van volkswoningen, kleine landeigendommen of daarmee gelijkgestelde woningen.

Onder saneringslening dient te worden verstaan, de lening of het gedeelte van de lening welke overeenstemt met de geraamde kostprijs van de bij artikel 4, § 2, bedoelde saneringswerken.

Deze leningen mogen niet toegestaan worden aan een maximum nettorentevoet die hoger is dan deze vastgesteld voor de aanvullende leningen in artikel 1, 2°, van het koninklijk besluit van 10 augustus 1967 bedoeld in artikel 4, § 2, 2°.

Art. 11. De waarborg voor goede afloop wordt verleend voor het gedeelte van de saneringslening dat begrepen is tussen :

— eensdeels, 70 pct. van de geraamde waarde van het goed na de sanering;

— anderdeels, 90 pct. van de geraamde kostprijs der saneringswerken verhoogd, indien daartoe aanleiding bestaat, met het saldo dat, op de datum van het indienen der aanvraag, verschuldigd blijft op de leningen die gewaarborgd zijn door een hypotheecaire inschrijving waarmee het goed bezwaard is.

Het verschuldigd blijvend saldo wordt slechts in aanmerking genomen voor een maximum bedrag van 70 pct. van de geraamde waarde van het goed vóór de sanering.

Het bedrag van 90 pct. wordt verhoogd met 1 pct. per kind ten laste, maar de verhoging mag niet meer bedragen dan 5 pct.

Het gedeelte van de lening dat door de waarborg is gedekt, mag evenwel niet meer dan 175 000 F bedragen, te verhogen met 10 pct. voor ieder kind dat op de datum van het indienen der aanvraag, ten laste is van de eigenaar of van de medeëigenaar die de woning betreft.

De raming van de waarde van het goed na de sanering wordt vastgesteld op grond van een verslag, afgeleverd door de persoon of door één van de instellingen, waarvan sprake in artikel 4, § 2, 2°.

Art. 12. Het Bestuur van het Gezin en van de Huisvesting stelt de aanvrager en de uitlener in kennis van het bedrag dat door de waarborg voor goede afloop wordt gedekt in de onderstelling dat de voorgenomen werken overeenkomstig de in artikel 5, b), bepaalde voorwaarden worden uitgevoerd.

Art. 13. Na de ontvangst van de verklaring waarvan sprake is in artikel 5, beslist het Bestuur van het Gezin en van de Huisvesting over het toekennen van de waarborg voor goede afloop en brengt het de beslissing ter kennis van de uitlener.

Art. 14. De als waarborg voor goede afloop verschuldigde sommen worden vereffend tegen overlegging, door de uitlener, van de afrekening van het geleden verlies.

Afdeling 2. — Gespreide saneringspremie.

Art. 15. De gespreide premie bestaat uit 10 jaarlijkse tegemoetkomingen waarvan het totale bedrag gelijk is aan de bij het hoofdstuk II bedoelde saneringspremie waarop de aanvrager zou hebben kunnen aanspraak maken.

De tegemoetkomingen bedragen 15 pct. voor ieder der eerste vijf jaren en 5 pct. voor ieder der volgende.

Het Bestuur van het Gezin en van de Huisvesting stelt de aanvrager in kennis van het bedrag van de premie die hem wordt verleend ingeval de voorgenomen werken worden uitgevoerd.

De jaarlijkse tegemoetkomingen worden aan de begunstigde gestort of, op zijn verzoek, aan de uitlener, om op het krediet van zijn rekening te worden ingeschreven.

Gemeenschappelijke bepalingen voor beide stelsels

Art. 16. De aanvraag tot het bekomen van de voordelen bepaald bij één van de stelsels wordt bij het Bestuur van het Gezin en van de Huisvesting op het formulier ad hoc per aangetekende zending ingediend door de eigenaar of, ingeval er onverdeeldheid is, door alle medeëigenaars.

Onder datum van de aanvraag dient, naar de zin van dit besluit, te worden verstaan de datum die door de Postrijen wordt aangebracht op de aangetekende zending.

Art. 17. Les administrations compétentes du Ministère des Finances fournissent, sur requête du demandeur et de son conjoint, les déclarations ayant trait respectivement à leurs revenus et aux logements dont ils ont la pleine propriété ou l'usufruit entier.

Art. 18. Sont considérés comme étant à charge, les enfants admis comme tels en vertu de l'arrêté royal du 10 août 1967 visé à l'article 3, § 2.

Art. 19. Sans préjudice des dispositions du Code pénal ou de poursuites judiciaires en application de l'arrêté royal du 31 mai 1933 le bénéficiaire est tenu de rembourser à l'Etat la prime ou les fractions de primes qui lui ont été payées ainsi que les intérêts à 4,50 p.c. l'an :

1°) lorsqu'il fait une déclaration inexacte ou incomplète en vue d'obtenir les avantages conférés par le présent arrêté;

2°) lorsqu'il ne respecte pas les engagements qu'il a souscrits conformément à l'article 3, § 1.

Le ministre ayant le logement dans ses attributions peut renoncer en tout ou en partie au recouvrement de la prime, des fractions de primes et des intérêts y afférents, lorsqu'il estime que des circonstances graves et exceptionnelles ont conduit l'intéressé à ne pas respecter ses engagements.

Art. 20. Le respect par le bénéficiaire des engagements qu'il a souscrits est contrôlé par l'Administration de la Famille et du Logement.

A la demande des intéressés, le Ministre ayant le logement dans ses attributions peut les délier en tout ou en partie de ces mêmes engagements en cas de survenance dans leur situation d'un changement grave qu'ils ne pouvaient normalement prévoir au moment de la demande de prime et, notamment, en cas de fermeture définitive de l'entreprise où le bénéficiaire était occupé.

Art. 21. Les primes ou fractions de primes à rembourser à l'Etat, de même que les intérêts y relatifs, sont à verser au Fonds National du Logement inscrit au budget des recettes et des dépenses pour ordre.

Art. 22. Les sommes dues en vertu du présent arrêté sont attribuées par arrêté ministériel.

Art. 23. Notre Ministre de la Famille et du Logement et Notre Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bormes, le 10 août 1967.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Famille et du Logement,

M. DE RIEMAECKER-LEGOT

Pour le Ministre des Finances, absent :
Le Ministre de la Défense nationale,

CH. POSWICK

Art. 17. Op verzoek van de aanvrager en diens echtgenoot, verschaffen de bevoegde besturen van het Ministerie van Financiën de verklaringen die betrekking hebben respectievelijk op hun inkomen en op de woningen waarvan zij de volle eigendom of het volledige vruchtgebruik hebben.

Art. 18. Worden beschouwd als ten laste de kinderen, als dusdanig erkend krachtens het in artikel 3, § 2, bedoeld koninklijk besluit van 10 augustus 1967.

Art. 19. Onverminderd de bepalingen van het Strafwetboek of de gerechtelijke vervolgingen in toepassing van het koninklijk besluit van 31 mei 1933, is de rechthebbende ertoe verplicht de hem betaalde premie of premieschijven aan de Staat terug te storten evenals de intresten tegen 4,50 pct. 's jaars :

1°) wanneer hij een onjuiste of onvolledige verklaring aflegt om de bij dit besluit toegekende voordelen te kunnen genieten;

2°) wanneer hij een inbreuk pleegt op de verbintenissen die hij, overeenkomstig artikel 3, § 1, heeft onderschreven.

De Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort mag geheel of gedeeltelijk afzien van de invordering van de premie, de premieschijven en de erbij behorende intresten wanneer hij oordeelt dat ernstige en buitengewone omstandigheden de belanghebbende ertoe genoopt hebben zijn verbintenissen niet na te komen.

Art. 20. Het toezicht op het nakomen, door de rechthebbende van de door hem onderschreven verbintenissen, wordt uitgeoefend door het Bestuur van het Gezin en van de Huisvesting.

Op verzoek van de betrokkenen mag de Minister tot wiens bevoegdheid de huisvesting behoort hen geheel of gedeeltelijk vrijstellen van dezelfde verbintenissen ingeval dat zich in hun toestand een ernstige wijziging voordoet die ze normaal niet konden voorzien op de datum van de premieaanvraag en, inzonderheid, in geval van definitieve sluiting van de onderneming waar de rechthebbende werkzaam was.

Art. 21. Het bedrag van de aan de Staat terug te betalen premies of premieschijven, evenals de erbij behorende intresten, dienen gestort te worden ten voordele van het Nationaal Fonds voor de Huisvesting ingeschreven op de begroting van ontvangsten en uitgaven voor orde.

Art. 22. De krachtens dit besluit verschuldigde sommen worden toegewezen bij ministerieel besluit.

Art. 23. Onze Minister van het Gezin en van de Huisvesting en Onze Minister van Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Bormes, 10 augustus 1967.

Van Koningswege :

De Minister van het Gezin en van de Huisvesting,

Voor de Minister van Financiën, afwezig :
De Minister van Landsverdediging,

10 AOUT 1967. — Arrêté royal concernant l'octroi d'allocations pour la démolition d'habitations insalubres

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1953, réorganisant la lutte contre les taudis, autorisant à cette fin la Société Nationale du Logement et la Société Nationale de la Petite Propriété Terrienne, à étendre l'objet de leur activité, modifiée par la loi du 27 juin 1956, notamment les articles 8 à 12;

Vu la loi du 15 avril 1949 instituant un Fonds National du Logement, modifiée par les lois des 27 juin 1956, 26 janvier 1962, 7 juin 1963 et 28 décembre 1964, notamment l'article 1er, 5°;

Vu l'arrêté royal du 10 février 1955 concernant l'octroi d'allocations pour la démolition d'habitations insalubres;

10 AUGUSTUS 1967. — Koninklijk besluit betreffende het verlenen van toelagen tot het slopen van ongezonde woningen

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1953 houdende een nieuwe regeling inzake krotopruijing, en waarbij de Nationale Maatschappij voor de Huisvesting en de Nationale Maatschappij voor de Kleine Landeigendom ertoe gemachtigd worden het voorwerp hunner bedrijvigheid uit te breiden, gewijzigd bij de wet van 27 juni 1955, inzonderheid op artikelen 8 tot 12;

Gelet op de wet van 15 april 1949, houdende instelling van een Nationaal Fonds voor de Huisvesting, gewijzigd bij de wetten van 27 juni 1956, 26 januari 1962, 7 juni 1963, en 28 december 1964, inzonderheid op artikel 1, 5°;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 februari 1955 betreffende het verlenen van toelagen tot het slopen van ongezonde woningen;